

Relations Géorgie-Arménie



La présidente récemment élue de la Géorgie, **Salomé Zourabichvili**, était en visite officielle en Arménie. L'un des sujets de ses négociations avec les dirigeants arméniens était les conflits dans la région. Au cours de sa visite à Erevan, les dirigeants arméniens ont tenté de comprendre ce que la Présidente géorgienne avait voulu dire quand elle avait fait une déclaration sur

«l'occupation des territoires géorgien et azerbaïdjanais» lors de sa récente visite à Bakou. Aussi, la présidente a non seulement affirmé sa position sur le conflit du Haut-Karabakh, mais elle a également adressé des reproches aux dirigeants de l'Arménie. La position sèche de Mme Zourabichvili pourrait mettre un terme à la politique uniforme vis-à-vis des parties au conflit arméno-azerbaïdjanais, qui guidait la Géorgie tout au long de l'ère postsoviétique.

Le gouvernement arménien, qui a reçu la présidente à Erevan, était particulièrement intéressé par les éclaircissements apportés concernant sa déclaration ambiguë faite à Bakou. Lors d'une visite officielle en Azerbaïdjan le 27 février, M. Zourabichvili avait abordé le thème de *"l'occupation des territoires"* de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Ses déclarations sur *«l'occupation russe»* des anciennes régions autonomes géorgiennes (Abkhazie et Ossétie du Sud) n'ont surpris personne, car les représentants de la Géorgie adressent souvent des reproches à Moscou. Cependant, cette fois-ci, pour la première fois de son histoire, la présidente géorgienne a ouvertement prétendu que l'Arménie avait occupé le Haut-Karabakh.

"Nous avons restauré l'indépendance de nos pays et vécu une tragédie similaire presque au même moment", avait déclaré Mme Zourabichvili lors de son discours au président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev. En outre, la présidente avait précisé qu'en disant *«tragédie similaire»*, elle avait parlé de *«l'occupation des territoires»*.

"Pour nous, les territoires occupés sont une plaie qui n'a toujours pas guéri", avait ajouté le Président Aliev, se félicitant du fait que la Géorgie et l'Azerbaïdjan *"ont réussi à renforcer leur statut d'État et à développer leur économie"*, en dépit de l'occupation.

Les déclarations de Mme Zourabichvili à Bakou ont été abordées avec plus ou moins de netteté lors des rencontres avec le président arménien Armen Sarkissian et le Premier ministre Nigol Pachinian à Erevan. Cependant, la présidente géorgienne n'a même pas justifié ni réfuté ses déclarations. Au contraire, elle a présenté plusieurs demandes à la partie arménienne.



Lors d'une rencontre avec le président de l'Assemblée nationale arménienne, **Ararat Mirzoyan**, Salomé Zourabichvili a averti qu'il était «très important» pour la Géorgie de voir l'Arménie reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie non seulement avec des mots, mais aussi dans la pratique. Elle a immédiatement précisé qu'elle se référait à la visite de la délégation du Haut-Karabakh en Abkhazie et en Ossétie du Sud. *"Les organisateurs de ces visites montrent que les conflits sont proportionnés. C'est très douloureux. Nous constatons qu'il n'y a pas de convivialité envers notre pays."*

Tbilissi estime que la dernière déclaration de la présidente est sans précédent pour l'ensemble de l'ère postsoviétique au cours de laquelle la Géorgie a maintenu sa neutralité dans le cadre du conflit arméno-azerbaïdjanais.



Telle est l'opinion exprimée par l'un des dirigeants du parti d'opposition 'Georgia Party', l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères, **Sergi Kapanadze**, dans une interview accordée à Kommersant. Selon lui, la présidente doit *"faire beaucoup plus attention"* lorsqu'il parle d'un *"sujet aussi sensible"*. Parallèlement, M. Kapanadze a admis que les déclarations de Salomé Zourabichvili ne l'étonnaient pas. *"Ce n'est que le début. Il y aura plus de déclarations comme celle-ci »*, a déclaré le diplomate.

Le gouvernement géorgien n'a pas commenté les déclarations de la présidente à Bakou et à Erevan. Tous les députés du parti au pouvoir

géorgien au pouvoir, qui ont soutenu Salomé Zourabichvili lors de l'élection présidentielle, n'ont pas non plus commenté ces déclarations.

Le politicien indépendant Davit Avalashvili a rappelé que, conformément à la Constitution de la Géorgie, les pouvoirs du chef de l'État doivent être de nature symbolique. Pour cette raison, l'expert a ajouté que, même si les déclarations de Mme Zourabichvili étaient très importantes et sans précédent, «des personnalités sérieuses et responsables à Erevan et à Bakou ne les considéreront pas comme un indicateur d'un changement radical de la position du gouvernement géorgien au sujet du conflit arméno-azerbaïdjanais ».